Rédaction - Administration - Publicité
100, rue de Richelieu, Paris (2e)
Téléph. : RICHELIEU 81-55, 56, 57, 58
Adresse télégraphique : PARISPRES-PARIS
Les petites annonces sont reçues au bureau du journal tous les jours, sauf samedi après-midi, dimanche et fêtes, de 9 h. à midi et de 14 h. à 18 h.

Tarif des abonnements
3 mois. 140 fr.
6 mois. 260 fr.
1 an... 500 fr.
C/c 4154-31 Paris
Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois.
2 Francs

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Paris-presse

DERNIÈRES NOUVELLES DU MONDE

SAMEDI 4 Août 1945
St-DOMINIQUE
2e ANNEE
N° 227

LE TEMPS QU'IL FERA

AUJOURD'HUI :
Ciel très nuageux avec belles éclaircies.

DEMAIN :
Quelques nuages. Température en hausse de 6 à 8 degrés.

DERNIÈRE ÉDITION

Le "témoin" Laval fait une profession de foi pacifiste !

Rappelé à l'ordre par le président il déclare : « Ce que je dis intéresse tous les Français »

(Compte rendu de l'audience de MAITREPIERRE)

VIENDRA-T-IL ? Vraiment ? On l'attend, l'homme qui a souhaité la victoire de l'Allemagne, avec le même avide effroi que, au Muséum, l'araignée géante extraite avec précaution de son bocal.

A mi-chemin des trois mètres qui séparent la presse de l'accusé, nous allons l'avoir tout près de nous : c'est pour l'observateur une commodité rare, habituellement appréciée. Ici, on en est d'avance presque gêné : le dégoût, pour une fois, prime la curiosité. Et l'on s'attendrait à voir le vieux maréchal se boucher le nez s'il n'avait supporté pendant quatre ans le contact imposé par Hitler du « fumier » dont il parlait entre haut et bas avec tant d'amertume.

Mais il paraît, s'il a l'oreille dure, qu'il n'a pas non plus l'odorat difficile

De la CELLULE au paravent

LAVAL avait été réveillé à 6 heures du matin à Fresnes.

Il s'était levé de mauvaise humeur et avait protesté.

— Je n'ai rendez-vous qu'à 13 h. 30 avec le maréchal !

A 7 h. 10, il montait dans un fourgon cellulaire. Un second fourgon suivait pour remplacer le premier en cas de panne.

Cinq voitures de policiers faisaient cortège.

— C'est beaucoup, dit Laval, un simple taxi aurait suffi.

La caravane arriva à 7 h. 25 au Palais de justice.

Et Laval fit alors connaissance avec les cellules du Dépôt.

Il s'assit un instant sur le lit de camp, dans la chambre forte, puis prit place devant une petite table de bois et ouvrit sa serviette pour préparer son dossier.

○

LA Haute Cour est comble.

Si les cartes d'entrée se vendaient au marché noir, elles atteindraient aujourd'hui des prix astronomiques.

Partout de barrages ont été renforcés.

On croirait que le procès commence !...

Peu avant l'ouverture de l'audience, Laval a été conduit dans l'antichambre de la Cour.

Il est caché derrière un paravent.

Eclairs de magnésium.

En veston gris rayé, Pierre Laval s'avance, maigre, les traits bronzés, il pose sur le fauteuil réservé aux « témoins » son chapeau de feutre et une serviette de cuir noir.

○

LAVAL commence un récit de sa politique étrangère depuis 1934.

Au bout de trois quarts d'heure d'explications, il n'a pas été question une seule fois de Pétain. Le président le lui fait remarquer, mais le témoin ne s'arrête pas pour autant. Il est lancé et élève la voix pour couvrir celle du président.

Comme celui-ci persiste dans son désir de le voir entrer dans le fond du procès, il se fâche :

— Ces questions intéressent tous les Français.

Et il aura fallu qu'il en vînt à prétendre qu'il a toujours été très soucieux de la vie humaine pour qu'on entendît les premiers murmures s'élever dans la salle.

Des « hou ! hou ! » partent de tous les bancs.

— Excusez-moi, dit alors Laval. Je n'avais pas l'intention d'être insolent. Ce n'est pas dans mes habitudes...

Voici Pierre Laval

— Veuillez, ordonne le président, appeler le témoin Pierre Laval.

Le voici donc : voici ce masque pétri de bassesse morale et d'astuce sordide : extraordinairement fripé d'ailleurs, réduit un peu comme les têtes momifiées que fabriquent les indigènes de l'Amérique du Sud.

A quelle époque a-t-il connu Pétain ?

Il rappelle d'une voix ferme, calculée :

— J'ai toujours été contre la guerre, décidé à garder la paix aux foyers français dans toute la mesure où je le pourrais.

Il se pique d'avoir, succédant à Barthou, amadoué l'Italie en lui cédant le Tibesti, un désert : du sable et des pierres où pas un Français n'avait jamais mis le pied. « On avait d'ailleurs, avant moi, fait à l'Italie des offres bien plus importantes. »

— Le protectorat de la France en Tunisie était tout relatif, a-t-il l'audace de dire encore. La Tunisie était pour l'Italie son Alsace-Lorraine. Les concessions que j'obtins de Mussolini sur ce point révoltèrent son entourage, et les enfants des écoles défilèrent devant le portrait du Duce en crachant dessus.

— Vous ne répondez pas à ma question, s'excuse le président.

— J'y arrive : Mussolini a déclaré la guerre contre mon gré. J'avais fait avec lui une véritable alliance. Des accords militaires secrets avaient été signés entre Gamelin et Badoglio contre une agression éventuelle de l'Allemagne.

» Les sanctions sont venues : l'antifascisme en France et ailleurs a été plus fort que le soin de la paix...

Il appelle cela « y arriver » !...

Le Sénat ne voulut pas de sa politique extérieure

—Au moment de l'affaire d'Abyssinie, j'ai l'occasion de converser à l'ambassade d'Angleterre avec le duc de Windsor, alors prince de Galles, et je lui expliquais ma crainte que cette affaire ne tournât mal : j'offris de voir Mussolini, tandis que Samuel Hoare interviendrait auprès du Négus.

« J'en parlerai, me dit-il, à mon père, bien qu'il ne fasse pas de politique.

» La solution que nous trouvâmes était acceptable et nous allions aborder l'Allemagne ; mais la haine des régimes totalitaires, encore une fois, prima le souci de la paix. J'avais alors les pleins pouvoirs pour défendre le franc. On m'en refusa la prorogation, bien que ma politique financière fût approuvée : c'est qu'on ne pouvait pas sentir ma politique extérieure.

» Je ne crus pas avoir le droit de partir : la sanction du pétrole, c'était la guerre. Nous ne l'eûmes pas en 1935, mais en 1939.

» J'ai la haine de la guerre. Même victorieuse, elle ne paie pas. Toute ma carrière a été inspirée par le respect du foyer. (*Rumeurs prolongées.*) On a brisé les rapports avec l'Italie : j'ai vu Mussolini devenir l'ami de Hitler. Tout était perdu ; peu après, l'Autriche annexée. On allait faire la chaîne ; c'est avant qu'il aurait fallu. Nous marchions pourtant, l'Angleterre et moi, la main dans la main. Quelques jours après, l'Angleterre, sans nous en avertir, faisait avec l'Allemagne un accord naval. »

Le président interrompt :

— C'est de l'affaire Pétain que nous nous occupons.

Le témoin fait la sourde oreille, élève la voix au-dessus de celle du président. Si ce qu'il nous raconte n'intéresse pas la Cour...

— ...Cela, j'en suis sûr, intéresse la France. (*Rumeurs renforcées.*)

— Je pensais que le maréchal, raconte Laval qui a sa manière à lui de raconter l'histoire, avec son prestige, pouvait redresser la situation. Nos relations se sont nouées avec le ministère Doumergue. Elles n'étaient pas précisément tendres. Je ne l'ai pas vu avant son départ pour l'Espagne. J'ai le souvenir que M. Loustaneau-Lacau est venu me voir, mais je ne me rappelle même pas s'il m'a parlé du maréchal : il a pu simplement s'en recommander auprès de moi.

» Si je lui ai dit que je désirais le maréchal à la tête du gouvernement, j'ai dit quelque chose que je ne pensais pas, et cela m'étonnerait.

— Il vous est bien arrivé de parler politique avec le maréchal ?

— Cela m'est probablement arrivé, répond le témoin, c'était mon droit ; mais ne me demandez pas de vous fabriquer un roman simplement pour faire plaisir à ceux que cela intéresse.

— Soit : passons à Bordeaux.

Je n'ai jamais été anglophobe

— Nous étions là beaucoup de parlementaires : nous nous réunissions : c'était notre devoir. Je fus, un jour, convoqué par le maréchal qui m'offrit le portefeuille de la Justice. « Je préférerais les Affaires étrangères, où je pourrais vous rendre bien d'autres services. »

» Il me dit qu'il allait demander l'armistice : je lui conseillais le truchement de l'Espagne. Il s'excusa de ne pas me donner les Affaires étrangères parce que cela fâcherait l'Angleterre. Pourquoi ? Je n'ai jamais été anglophobe...

Il avoue qu'il était de ceux qui pensaient que le gouvernement ne pouvait quitter la France, « la défendre en l'abandonnant ».

— Je fus, dans ce sens, le porte-parole, auprès du Président de la République, d'un groupe de parlementaires... qui représentait, j'en réponds, quatre-vingt-dix-neuf pour cent des Français. Cette guerre, s'excite le témoins, avait été déclarée illégalement dans des circonstances folles : préparée comme elle l'était, nous l'avions perdue d'avance.

» On ne peut, d'ailleurs, en faire grief au Parlement français : Il a toujours eu une majorité pour voter tous les crédits qui étaient demandés : ce n'était pas à lui de les répartir et de les utiliser.

— Ce n'est pas là le procès de Pétain, insiste le président.

— Sans doute, mais c'est aussi le mien, n'est-ce pas ? D'ailleurs, faire retomber sur le maréchal la responsabilité des crédits mal répartis, sur lui seul, cela me paraît une énormité.

— Le maréchal, précise Me Isorni, a quitté ses fonctions au Conseil supérieur de la guerre.

Pétain n'y comprenait rien

Pour tout le reste, Laval a rédigé des notes : malheureusement, elles sont dans sa valise et sa valise est saisie. Heureusement, sa mémoire n'est pas mauvaise. Il se rappelle, comme s'il y était encore, l'Assemblée nationale de Vichy, le 10 juillet.

— J'ai dans ma valise le procès-verbal de la réunion préliminaire où chacun pût exposer ses sentiments et ses raisons sur la loi constitutionnelle qui allait être votée. Les mots « Etat français » y figurent en toutes lettres, mais n'excluent pas le nom de la République.

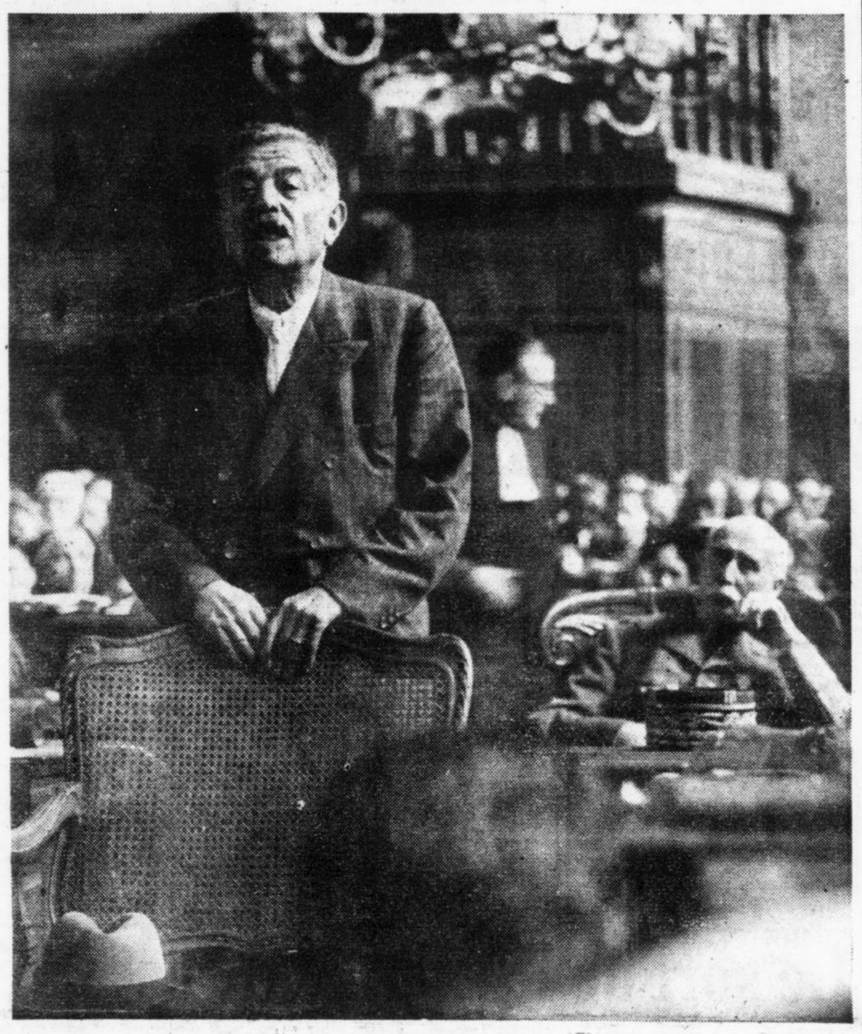
Le coup d'Etat, est-ce Pétain tout seul que l'a fait ou l'ont-ils fait tous deux ensemble ?

— Il n'y a pas eu de coup d'Etat : j'avais la volonté de défendre la République.

— Le Maréchal était d'accord avec vous ?

(Suite en page 2)

Laval dans les couloirs du Palais



Le « grand sorcier » dépose...

En vue d'une évasion massive

des conspirateurs ont tenté d'introduire des armes à Fresnes

Un des gardiens est en fuite

Une affaire d'introduction d'armes vient d'être découverte tout récemment à la prison de Fresnes.

Depuis quelque temps déjà, les services de l'administration pénitentiaire surveillaient de près les agissements d'individus dont l'un d'eux au moins faisait partie du personnel de la prison.

C'est grâce à la sagacité des collaborateurs de M. Escoiffier, le directeur de la maison d'arrêt, que l'affaire a été éventée.

Certains détenus tentaient, à l'aide de compromissions acquises parmi le personnel même des surveillants, d'introduire à l'intérieur de la prison des armes, dont un dépôt aurait été constitué à proximité de la maison d'arrêt.

L'incroyable témérité d'une telle entreprise, pour qui connaît le filtrage scrupuleux qui s'opère au passage de la grande grille intérieure, ne peut laisser de doute sur la qualité des détenus qui conçurent le projet d'une telle évasion en force.

Miliciens et cagoulards

L'opération est signée à n'en pas douter : leurs auteurs ne peuvent être que des miliciens ou des cagoulards.

Cette affaire rappelle en effet de façon frappante, par sa hardiesse même, les méthodes du C.S.A.R. On peut d'ailleurs se demander si elle ne revêt pas une importance particulière.

Ne s'agissait-il pas pour la cinquième colonne de fomenter une véritable révolte dans la prison ?

On sait que les gardiens qui ont charge de la surveillance des détenus ne sont pas armés. C'eût été alors un jeu pour les rebelles que de les neutraliser, s'emparer des clefs, ouvrir les cellules et se trouver maîtres de la situation.

Il leur restait alors, toutefois, le plus gros à accomplir : sortir de la prison.

Or comment franchir la grande grille, toujours fermée à clef de l'extérieur ?

Comment passer la porte de sortie ou escalader les murs d'enceinte gardés par des gendarmes et des gardes mobiles, si ce n'est avec l'appui d'éléments assez puissants venus de l'extérieur en renforts pour neutraliser les forces armées qui veillent nuit et jour à la sécurité des bâtiments disciplinaires ?

On est nécessairement amené à penser que les prisonniers, à moins d'être fous, avaient mûrement préparé un plan d'évasion avant toute tentative d'introduction d'armes.

Un gardien de prison, comprenant que le complot avait été découvert et qu'il allait être arrêté, a pris la fuite ces jours-ci.

Il a disparu avec une valise qui contenait précisément les armes qu'il s'était donné mission d'introduire à l'intérieur des bâtiments.

A la direction générale de l'administration pénitentiaire comme à la Sûreté nationale qui a été chargée de l'enquête, on se montre extrêmement réservé sur cette affaire.

Hubert EMMANUEL.

DE LA CORÉE A SINGAPOUR

Le blocus de la côte asiatique est complet

NAGASAKI DÉTRUIT

WASHINGTON, 3 août. — De nouvelles attaques aériennes massives ont été effectuées contre le Japon métropolitain.

Une puissante flotte de bombardiers et de chasseurs a concentré ses bombardements sur le port et le centre ferroviaire de Nagasaki, dans l'île de Kiou-Siou. La ville est presque entièrement détruite.

Pour des raisons de sécurité, le commandement allié ne donne aucun renseignement sur les mouvements des escadres britanniques et américaines dans le Pacifique et au large du Japon proprement dit.

Le blocus de la côte de l'Asie, depuis la Corée jusqu'à la presqu'île de Malacca, est complet.

Arrestation de Joseph Schisseler, ancien directeur général de « Paris-soir » sous l'occupation

NICE, 3 août.-Joseph Schisseler, l'ancien liftier de *Paris-soir* qui, sous l'occupation, réorganisa et dirigea le journal en accord avec les autorités allemandes, vient d'être arrêté à Nice par deux inspecteurs de la Sûreté venus de Paris.

Membre de la 5e colonne avant guerre, Schisseler avait préparé et organisé la prise de possession à Paris du grand quotidien.

Un ancien doriotiste voulait jouer les terroristes

NICE, 3 août. — Maurice Blanc, 23 ans, membre du P.P.F., a été arrêté. Blanc, qui avait fait partie du comité de libération de Sigmaringen, a avoué au cours de son interrogatoire être revenu en France pour faire sauter à Nice les villas « Trianon » et des « Orangers » où siègent actuellement la Sécurité militaire et la Surveillance du territoire.

Incroyable... Mais vrai !

Le train rapide 59, partant de la gare de Lyon à 21 h. 10 est exceptionnellement dédoublé ce jour vendredi 3 août à destination de Marseille. Il reste des places disponibles. Adressez-vous au bureau de location de la gare de Lyon.

UNE PAIX dure pour l'Allemagne

Les "3" ont établi à Potsdam les bases de l'Europe future

Les "Grands" seront désormais cinq pour discuter et rédiger les traités

LE document d'importance capitale publié à l'issue de la conférence des Trois esquisse avec netteté, d'une part ce que sera le mécanisme du règlement de la paix, d'autre part ce que sera l'aspect de l'Allemagne dans le proche avenir.

Dans cet avenir immédiat, l'Allemagne n'aura pas de gouvernement, mais elle aura des administrations, que l'on s'efforcera d'ailleurs de décentraliser.

On souligne toutefois que cette décentralisation ne doit pas équivaloir à une destruction de l'unité allemande. L'unité subsiste, et il est même prévu que les autorités alliées assureront une communauté de sort aux Allemande dans les quatre zones. Le texte, sur ce point, est visiblement le résultat d'un compromis entre les Trois : il concilie la thèse soviétique, réclamant un gouvernement central, avec la nécessité de mettre le Reich hors d'état de nuire pour aussi longtemps que possible.

Le processus de réhabilitation de l'Allemagne durera probablement une génération, ce qui donne le temps de voir venir. Ce qui paraît devoir être beaucoup plus permanent, c'est l'état d'impuissance militaire dans lequel l'ancien Reich sera maintenu.

Cette fois, l'œuvre de Bismarck est enfin rendue méconnaissable par les abandons territoriaux imposés à une Allemagne privée de la Prusse-Orientale, de la Prusse-Occidentale, de la Posnanie et de la Silésie, et privée également de la plus grande partie de son matériel industriel.

(Suite en page 2.)

Les principales clauses

I. - *Conseils permanents*

LES CINQ Un Conseil permanent des Cinq Grands prépare le règlement de la paix.

LES TROIS Les consultations périodiques des Trois continuent.

II. - *Allemagne*

POLITIQUE La destruction complète du parti nazi est poursuivie.

ECONOMIE Industries de guerre : supprimées. Autres industries : contrôlées.

REPARATIONS Chaque pays se paye sur la zone occupée par lui. L'U.R.S.S. reçoit un pourcentage du matériel industriel de la zone occidentale.

III. - *Frontières*

L'ODER La Pologne reçoit Dantzig et l'ancien couloir.

KŒNIGSBERG L'U.R.S.S. reçoit la ville de Kœnigsberg.

IV. - *Traités de paix*

BALKANS Des traités de paix vont être conclus avec l'Italie (avec la participation de la France), la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie la Roumanie.

V. - *Espagne*

EXCLUSION L'Espagne, tant qu'elle est gouvernée par Franco, n'est pas admise parmi les Nations Unies.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement prépare la Conférence à cinq

Il promulgue l'impôt sur le patrimoine et l'enrichissement

Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin sous la présidence du général de Gaulle.

M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, a donné connaissance au Conseil des communications qui ont été faites au gouvernement français par les gouvernements britannique, américain et soviétique relatives à la conférence de Potsdam.

Sur la proposition de M. Pleven, ministre des Finances et de l'Economie nationale, le gouvernement a arrêté le texte de l'ordonnance instituant l'impôt de solidarité nationale et le texte sur l'enrichissement et l'ordonnance tendant à permettre la revision des bilans. Ces deux ordonnances avaient été soumises à l'avis de l'Assemblée consultative provisoire.

M. Dautry, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, a exposé au Conseil la situation des sinistrés et de la fabrication des matériaux nécessaires à la reconstruction. Le gouvernement a décidé d'augmenter les allocations de charbon attribuées à cet effet et d'améliorer les méthodes de répartition des matériaux.

4.893 milliards de dommages subis par la France

Les trois points qui ont été discutés au Conseil ont entre eux des rapports profonds. M. Bidault a fait un exposé détaillé de la communication de Potsdam. La réponse que le gouvernement compte faire est à l'étude et sera l'objet d'une communication ultérieure. Le gouvernement français est invité à la conférence des cinq ministres alliés qui aura lieu à Londres.

Pour justifier l'intérêt que doit prendre la France au traitement qui sera infligé à l'Allemagne, le ministre des Affaires étrangères a donné le chiffre des spoliations et destructions dont la France a souffert et qui se monte à 4.893 milliards de francs.

M. Dautry a évoqué en quelques chiffres les dégâts dont la France a été victime. Les travaux de déminage avancent. Sur 370.000 hectares de terrain miné, 110.000 ont été déminés. Plus du tiers des terres cultivables ont été rendues à leur destination.

La cadence mensuelle de relevage des mines a atteint 1.500.000 en juillet. On pense arriver au chiffre de 3 millions à la fin de l'année et 5 millions en 1946. Le ministre compte que le déminage total de la France sera terminé avant l'été 1947.

L'industrie automobile en U.R.S.S.

aura bientôt une importance capitale

par Jean NAU

MOSCOU, 3 août.

Les ouvriers et les ingénieurs de la plus grande usine de fabrication d'automobiles de l'Union Soviétique, l'usine Staline de Moscou, viennent de lancer un appel à toutes les usines de constructions mécaniques de l'U.R.S.S. pour qu'elles accroissent très rapidement leur production de voitures automobiles afin d'augmenter le potentiel national.

Si les représentants d'une des plus grandes usines d'automobiles ont lancé cet appel, c'est pour que, dans un temps relativement rapproché, l'industrie soit capable de subvenir aux demandes de l'armée. Il importe, pour cela, que les usines déjà existantes de Moscou, de Gorkj, de Miasse, de Yaroslav soient développées et que la construction de celles de Dniepropetrovsk, Tcheliabinsk, Tchadrniske, Koutansi, Oulianovsk soit hâtée.

600 ouvriers dans la première usine

L'industrie automobile date en Russie de la dernière guerre, de 1915 exactement ; c'est à cette époque que le gouvernement tsariste décida de construire une usine d'automobiles. Les armées russes subissaient défaite sur défaite, en partie explicables par la pénurie de transports rapides indispensables en temps de guerre.

Le grand industriel de cette époque, Riabouchinski, reçut à cet effet une subvention gouvernementale. Il n'aboutit cependant qu'à l'édification d'une toute petite usine où l'on procédait à la réparation des voitures Fiat et qui, au lieu des 4.000 ouvriers prévus, en comptait seulement 600. Elle ne disposait ni des possibilités matérielles ni des possibilités techniques nécessaires à son bon fonctionnement. Le changement de gouvernement et la guerre civile ne laissèrent ensuite à l'usine qu'un petit nombre d'ouvriers ; les autres étaient à l'armée. Ces ouvriers fabriquaient des articles de ménage et c'est seulement en 1924 que les travailleurs de l'usine montèrent à Moscou, sur la place Rouge, les premiers dix camions de l'industrie automobile soviétique.

Néanmoins, de 1924 à 1931, conséquence de la politique stalinienne d'industrialisation, l'usine fut reconstruite de fonds en comble. Le 1er octobre tout était terminé et elle était capable de produire 25.000 voitures pour 1932. Trois années plus tard, après de nouveaux aménagements, elle en produisait 90.000.

Au moment de l'avance allemande vers la capitale, les ateliers durent être évacués vers l'est dans quatre villes différentes et il fallut réorganiser immédiatement la production. De nombreux ouvriers restèrent toutefois à leur poste, continuèrent à travailler le front et mirent à profit toutes les expériences de la guerre.

Maintenant, les Russes viennent d'introduire des perfectionnements importants dans la construction des nouvelles voitures et ils ont réussi avec succès les essais de la « Zis 110 » et du camion « Zlss 150 ». La « Zis 110 » est une voiture plus moderne que la « Zis 101 ». Elle est plus rapide de 40 km. et atteindra le 190 à l'heure.

Il a été nécessaire, pour mettre en train la production de ces nouvelles voitures, de préparer 4.000 pièces et 12.000 instruments. Parmi les ingénieurs constructeurs qui se signalèrent, citons Mikhailov, Ostrovtzev, Evseov, Fest et Orlov.

En Ukraine renaissante

On parle déjà dans la presse soviétique de la nouvelle usine automobile de Dniepropétrovsk, qui dotera l'Ukraine des moyens de transports indispensables. Cette nouvelle usine qui vient de surgir sur les bords du Dniepr, à l'endroit même où se déroulèrent quelques années auparavant des combats acharnés et où l'on comble actuellement les tranchées et les fossés antichars, occupera une superficie de plus de 200 hectares. Elle commencera, au cours du premier trimestre 1946, à sortir les premiers camions de trois tonnes, du même modèle que ceux de l'usine Staline de Moscou. Elle en sortira par la suite des dizaines de milliers.

Les juristes des Nations Unies seraient enfin d'accord au sujet des criminels de guerre

NEW-YORK, 3 août. — Selon le correspondant à Londres du « New-York Times », le voyage à Potsdam du juge Jackson, délégué américain à la Commission des Crimes de Guerre est considéré dans la capitale britannique comme l'indice favorable d'un accord posible entre les représentants des quatre puissances siégeantes.

L'U.R.S.S., qui présentait la plupart des objections, aurait consenti des concessions.

Le journaliste révèle enfin que le juge Jackson avait présenté un ultimatum à ses collègues signifiant que la délégation américaine se retirerait si le rythme des délibérations ne s'accélérait pas.

Le château de Versailles retrouve ses œuvres d'art

On sait que, dès le début de la guerre, un grand nombre d'œuvres d'art du château de Versailles avaient dû être évacuées pour être placées en lieu sûr afin de les soustraire à la convoitise des Allemands.

Bientôt, dans les salles historiques, une série de tableaux du 16e siècle, des tapisseries et des meubles vont être replacés.

Signalons que le musée a déjà récupéré une grande partie des tapisseries des Gobelins.

Une zone interdite à la frontière espagnole

Le « Journal officiel » publie un décret délimitant une zone interdite le long de la frontière franco-espagnole. Dans cette zone comprise entre la frontière espagnole et une ligne délimitée par le décret peuvent seules y pénétrer, séjourner et circuler les personnes qui y possèdent leur domicile ou leur résidence habituelle ou celles munies d'un sauf-conduit.

Les Phalangistes ont manifesté à Barcelone

BARCELONE, 3 août. — Une série de mesures écartant la Phalange de la politique espagnole a commencé, hier, par l'élimination du gouverneur civil de Barcelone, Correa, qui est remplacé par le lieutenant-général Barba.

Cette nouvelle a provoqué une certaine effervescence à Barcelone. Dans la soirée, quelques groupes phalangistes ont tenté d'envahir la place de Catalogne. Ils ont été dispersés sans incident.

La police montée a dû intervenir ensuite contre des groupes importants de jeunes gens manifestant en faveur de Correa.

L'Assemblée consultative demande la rupture des relations avec Franco

La commission des Affaires étrangères, après avoir entendu un exposé de M. Bayet sur l'Espagne, a voté, à l'unanimité, une motion demandant au gouvernement français de rompre avec celui de Franco.

Négociations économiques avec la Suisse, la Belgique la Norvège et l'Espagne

Des négociations vont être entreprises par la France avec la Suisse, la Belgique, la Norvège et l'Espagne, en vue de normaliser les relations économiques avec ces pays.

Les négociations avec l'Espagne commenceront immédiatement.

Les héritiers des prisonniers et déportés sont exonérés des droits de sucession

Le ministère des Finances publie une note pour indiquer dans quelles conditions, les descendants, ascendants en ligne directe et les épouses des prisonniers et déportés sont exonérés des droits de mutation.

Le secrétariat général des Anciens Combattants, 37, rue de Bellechasse, est chargé de fournir les certificats nécessaires aux intéressés pour bénéficier de ces exonérations.

ravitaillement

Sachez que...

- Il est instamment rappelé aux défaillants qu'ils doivent honorer les tickets de matières grasses, fromage et viande des consommateurs de passage dans le département de la Seine sans exiger d'eux une autorisation d'inscription.
- Les bouchers détaillants sont tenus de déclarer chaque semaine le stock de viande qu'ils ont en réserve, afin d'assurer une juste répartition des attributions.

Charité bien ordonnée

Que votre joie d'avoir retrouvé « votre » prisonnier ne vous fasse pas oublier les rapatriés qui n'ont pas de famille, ceux qui retrouveront leur maison détruite, ceux qui, affaiblis, sans ressources, ont tant besoin d'être aidés.

Acceptez les « Bons du Retour », émis par le Comité National de l'Accueil. Acceptez-les aux bureaux de poste, acceptez-les chez les commerçants, dans les Banques, votre facteur vous en offrira aussi, acceptez-les !

Un Bon du Retour ne se refuse pas; c'est un peu de joie que vous offrez à ceux qui ont le plus souffert.

OFFICIERS MINISTERIELS

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, Adj. Et. ROLAND, Not. 3 sept. 1945, 15 h. BELLE PROPRIETE construction récente. Proximité gare et parterre. Tout confort. Mise à prix : 375.000 francs.

RECHERCHES

SERAIS RECONNAISSANTE aux personnes qui pourraient donner nouvelles du soldat DAUNAY Paul, matricule 6642/5612/43, Stalag VIII C Sagan F 2, vu pour la dernière fois le 19 avril à Tschenstochau (Pologne). Ecrire à : Mme Berthelot, Dieuville (Aube).

Serais reconnaissante à rapatrié pouvant donner nouvelles de LENOIR ROLAND, classe 39, de Troyes, prisonnier de guerre, Stalag IX C, Kommando n° 9, matricule 12.590. Déporté camp de Buchenwald vers le 10 mars 1945, dirigé ensuite sur le camp de Dachau vers le 7 avril, arrivé au camp le 28 avril au soir pour l'infirmerie (blessé et malade). Renseignements fournis par déporté rentré. Sans nouvelles depuis son arrivée au camp. Ecrire : Mme LENOIR, 5, rue Passerat, TROYES.

A VENDRE VILLA tout confort, 11 pièces, 4.000 mèt., parc, verger plein rapport serre, garage, 18 km. Paris, région Ouest, belle vue imprenable vallée Seine : 2.500.000. M. André, 10, rue Hautefeuille, Paris. Dan. 05-61.

3 AVANTAGES DU BON DE LA LIBÉRATION

1. intérêt progressif
2. remboursable dès le 6me mois
3. on souscrit, on se fait rembourser partout

souscrivez!

AUDIENCE CAPITALE AU PROCÈS PÉTAIN

La déposition de Pierre LAVAL

(Suite de la première page)

— Il n'est pas un homme politique : il m'a fait confiance pour la rédaction du texte qui allait être soumis à l'Assemblée nationale. J'en amendai le texte dans le sens d'une garantie plus sûre donnée à la République et il n'y fit pas d'objection.

Le maréchal, en somme, ne comprenait pas grand'chose au pouvoir qu'on lui conférait. Il avait le droit de faire un acte constitutionnel qui lui donnait ensemble les pouvoirs du gouvernement et de la présidence, mais il crut que la chose allait de soi, et ses actes, sans qu'il s'en doutât, étaient nuls.

Un dauphin qui ne l'était pas

— Il avait l'âge de considérer sa propre fin comme possible. On ne pouvait fonder le sort de la France sur une vie ci aventurée. C'est pourquoi il prévut le cas où je deviendrais naturellement son successeur. On redoutait beaucoup, à cette époque, un coup des militaires. Je représentais le pouvoir civil. Il me légua ses pouvoirs mais son acte, comme tous les autres, était nul.

A la question du président. Laval répond :

— Je n'ai jamais cru que le maréchal eût le moindre goût pour la dictature. J'ai pensé seulement que son prestige serait utile et que le gouvernement ne pouvait gouverner plus fièvreusement que sous sa présidence. Je n'étais pas d'accord avec lui sur beaucoup de questions...

— Pensez-vous qu'il ait outrepassé ses pouvoirs ?

— Attendez...

— Oui ou non ?

— La question est trop simple : je ne suis pas ici pour l'accuser. Il y a un fait : plus de 700 parlementaires, le 10 juillet, ont été consultés sur l'armistice : pas une critique, pas un mot.

— Le maréchal n'avait jamais été chef du gouvernement. Il ne m'avait consulté à aucun moment sur le choix de ses ministres et j'étais loin de l'approuver sans réserve. Des nouveaux venus sans la moindre expérience à un moment comme celui-là, cela me paraissait absurde.

» Quant à moi, vice-président du Conseil avec Chautemps, aucune des innovations législatives qu'on peut réprouver n'était de mon ressort. Je n'ai jamais été franc-maçon. Mais je n'ai jamais approuvé la proscription contre la maçonnerie. Je sais que contre les juifs et les francs-maçons, les Allemands avaient des exigences contre lesquelles, hélas, je n'ai pas toujours pu résister, comme je l'eusse voulu.

Inexpérience...

» Sur ce point, il est certain que l'entourage du maréchal, notamment l'amiral Platon, ne partageait pas ma répugnance.

— Et lui-même ? Entendez-vous dire par là sa faiblesse, son inertie...

— Je n'ai à reconnaître ici que son inexpérience. Pour le reste, si vous tentez de me faire dire ce que je crois n'avoir pas à dire, vous vous livrez à un monologue.

— Vous estimez toutefois qu'il était d'une lucidité parfaite...

— Certainement. En matière de politique intérieure, les parlementaires ne lui étaient pas sympathiques et, quand je défendais la République, son entourage m'en voulait évidemment.

Contre ce qui fut dit ici sur l'indifférence montrée par Vichy au moment de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, le « témoin » s'inscrit en faux.

— A Wiesbaden, nous avons élevé là-dessus soixante-dix protestations. J'ai dit à l'ambassadeur allemand, je lui ai confirmée par écrit, que la France n'accepterait jamais cette annexion.

— Cette protestation n'aurait-elle pas gagné à ce que les neutres en fussent pris à témoin ?

— Croyez-vous que nous étions libres de protester comme et auprès de qui nous le voulions ?

A Chamonix un guide et son fils se tuent au cours d'une ascension

CHAMONIX, 3 août. — Le guide Jean Ravanel, 43 ans, et son fils Gilbert, 19 ans, accompagnaient un touriste à l'ascension du « Frepon » par l'aiguille de Roc, une course des plus difficiles de la région.

Au cours de l'ascension, le guide glissa et entraîna son fils dans sa chute, d'environ 500 mètres. Le touriste, décordé quelques instants auparavant, afin d'assurer la montée des sacs, est sain et sauf. Des caravanes de secours ont ramené à Chamonix l'alpiniste et les corps des victimes.

1.200 hectares ont été ravagés par un incendie en Corse

AJACCIO, 3 août. — Le violent incendie qui a éclaté dans la région du Fiumorbo a ravagé 1.200 hectares. Prunelli, en particulier a été très touché. 250 personnes sans abri ont été dirigées sur Migliacciaro et Solenzara. A Serra, huit maisons ont été détruites. On compte de très nombreux blessés légèrement atteints.

courses

RESULTATS D'ENGHIEN

PRIX DU JURANÇON

1. Merinarch (R. Jouault) (107) ..G 27 à M. A. Bates .....P 11
2. Fourreur (S. Degarne) (106) ....P 11
3. Chocolatier (R. Obry) (101) ....P 11

5 long., 6 long. — 8 partants.
N. pl. : 105, 108, 110, 111, 112.

PRIX DE BIARRITZ

1. Dellaure (M. Girard) (214) ....G 23 à M. L-M. Slon.....P 11
2. Berlingot (G. Lequeux) (207) ....P 14
3. Sans Bruit (R. Emery) (208) ....P 14

4 long., 8 long. — 9 partants.
N. pl. : 201, 202, 206, 210, 211, 212.

Abonnements de vacances

Pendant la période des vacances *Paris-presse* accepte des abonnements de courte durée, partant de n'importe quelle date, au tarif ci-après :

3 mois .. .. .. 140 frs
2 mois .. .. .. 100 frs
1 mois .. .. .. 50 frs

pour une durée moindre : 2 fr. par jour.

Minimum 2 semaines.

Règlement par mandat poste ou chèque bancaire. L'usage du chèque postal est déconseillé en cas d'urgence.

APRÈS POTSDAM
Que fera l'U.R.S.S. à l'égard du JAPON ?
se demande l'Amérique

Dépêche particulière

NEW-YORK, 3 août. — La déclaration de Potsdam frappe surtout Washington par une nouvelle qu'elle ne contient pas. Contrairement aux pronostics, il n'est pas question de l'entrée en guerre de la Russie contre le Japon. On estime cependant que cette entrée en guerre est inévitable et qu'il est parfaitement naturel que les Russes ne donnent aucun préavis à Tokio.

On s'étonne également qu'aucune mention ne soit faite des Dardanelles, de l'Iran, de la Palestine, bref, de tous les problèmes brûlants du Proche Orient.

On constate enfin qu'il n'est pas question des frontières occidentales du Reich, tandis qu'il est beaucoup question au contraire de ses frontières de l'Est. On espère que ce problème réservé sera réglé en plein accord avec la France.

Les réactions de Washington

Sur le document proprement dit, les premières réactions de Washington sont les suivantes :

1) Une profonde satisfaction des mesures concernant l'industrie allemande, les cartels allemands et le désarmement permanent de l'Allemagne;

2) Accueil très favorable à l'établissement d'un nouveau conseil des cinq ministres des Affaires étrangères dont la France fera partie;

3) Satisfaction devant les concessions faites par les Soviets en Europe orientale et balkanique;

4) Inquiétude, dans certains milieux du Sénat, devant le tracé des nouvelles frontières temporaires de la Pologne;

5) Déception provoquée par l'insuffisance des mesures concernant l'Espagne de Franco, mitigée par l'espoir de voir James Byrnes, nouveau secrétaire d'Etat de M. Truman, prendre une attitude très ferme à l'égard du régime espagnol actuel.

Les Américains vont épurer leur zone d'occupation

NEW-YORK, 3 août. — Le général Clay, gouverneur militaire adjoint américain en Allemagne, a déclaré que les décisions prises à Potsdam seront appliquées dans la zone américaine 72 heures après la publication du communiqué. Il a ajouté que l'ordre avait été donné au gouvernement militaire américain d'effectuer un grand nettoyage de tous les nazis ou militaristes allemands maintenus en place sous le prétexte de « nécessités administratives ou commodité ».

16 MILLIONS D'AMÉRICAINS vont demander du travail

Démocrates et républicains cherchent des solutions sociales

(De notre envoyé spécial permanent Michel GORDEY)

NEW-YORK, 3 août (par câble). — L'Amérique va-t-elle se tourner « vers la gauche » ? C'est la question que se posent tous les observateurs politiques à Washington, tandis qu'un important regroupement politique s'annonce dans les deux grands partis américains.

En effet, dans un récent sondage de l'opinion publique, cette question fut posée : « Croyez-vous à une crise économique après la fin de la guerre, ou espérez-vous que cette crise pourrait être évitée ? » A cette question, 44 % des personnes interrogées répondirent qu'elles croyaient la crise inévitable. 41 % déclarèrent qu'on pourrait l'éviter.

C'est précisément cet état d'esprit qui provoque le regroupement prédit à Washington. Le Congrès cette année a voté de très importantes mesures dans le domaine de la politique étrangère. La politique de solidarité internationale — politique du président Roosevelt et du président Truman — fut approuvée à de grosses majorités. De ce côté, la ligne générale n'est pas en question.

Du travail pour le pays

Mais c'est dans le domaine social que les forces de gauche et de droite s'affrontent. Le Congrès n'a pas encore voté la loi sur le travail pour tous, qui doit permettre au gouvernement de lutter efficacement contre le chômage après la guerre.

Pourtant, on estime que dans l'année qui suivra la fin générale des hostilités, la fermeture des usines de guerre privera de travail certain sept à neuf millions d'ouvriers, au moment même où sept millions d'hommes seront démobilisés.

A ces travailleurs, le gouvernement se propose de garantir une indemnité de chômage assez réduite. Or, jusqu'à présent, le Congrès n'a rien voté. Cette carence a provoqué la fureur des syndicalistes américains.

Il s'agit, en effet, de mesures qui sont déjà appliquées dans la plupart des pays d'Europe. Mais en Amérique, la législation sociale est arriérée dans certains domaines par rapport à l'Europe occidentale.

De même, on discute âprement les conditions de liquidation des stocks de guerre. Cent milliards de dollars de ces stocks seront jetés sur le marché par l'armée et la marine. Or, plusieurs parlementaires prétendent que de grosses compagnies industrielles sont favorisées pour l'achat à des prix dérisoires des stocks de l'Etat.

Syndicats et lois sociales

Devant ces problèmes, les sénateurs de gauche du parti démocrate se sont réunis la veille du départ en vacances du Congrès. Ils ont décidé d'adopter une politique commune, de faire campagne pour l'appliquer et de faire pression sur l'administration Truman pour en obtenir des mesures énergiques.

Le parti démocrate, qui groupe les milieux les plus divers, des conservateurs du Sud au libéraux du Nord, devra finalement se prononcer à l'automne prochain. On croit que M. Truman penchera vers une solution de gauche ; la leçon des élections anglaises sera sans doute entendue.

D'ailleurs, de leur côté, les républicains proches du commandant Stassen (tendance de feu M. Wilkie) ont déposé des projets de lois sociales assez avancées. Ils cherchent eux-mêmes l'appui des syndicats ouvriers. Ainsi, la lutte des tendances de gauche et de droite sera violente dans les prochains mois au sein de chacun des deux partis.

M. G.

Le sort de l'Allemagne est fixé

(Suite de la première page)

A cet égard, le règlement répondra aux vœux d'une vaste majorité de l'opinion française : malgré les craintes que nous pouvions avoir, une paix dure sera infligée à nos ennemis.

Les choses vont même beaucoup plus loin que ne le souhaitaient certains milieux anglais qui, soit par doctrine politique, soit en raison d'intérêts précis, craignaient ouvertement toute rupture révolutionnaire de l'équilibre européen.

Les Britanniques, par ailleurs, ont éprouvé quelque appréhension devant les importantes concessions territoriales accordées à la Pologne. Ils craignaient de créer un violent irrédentisme allemand dans les territoires concédés, en même temps que de voir s'étendre démesurément la zone d'influence soviétique en Europe. Ils ont cédé, toutefois, aux revendications polonaises appuyées par leurs puissants alliés de l'Est.

En dehors des prélèvements territoriaux, la méthode employée par les Trois pour empêcher l'Allemagne de redevenir forte, est sa destruction en tant que puissance industrielle, méthode qui apporte en même temps une solution au problème des réparations. Cette solution semble avoir été adoptée par suite de l'impossibilité de se mettre d'accord sur un principe de réparations définitif.

Pour la France, la clause des réparations implique que nous pourrons utiliser, en compensation de nos pertes énormes, les ressources de la Sarre. Celles-ci, rappelons-le, sont d'une importance limitée : 7 millions de tonnes de charbon par an actuellement, 13 millions en temps normal. La Ruhr, au contraire, qui est tout entière dans la zone anglo-américaine, représente 95 % de la richesse minière et industrielle d'une nouvelle Allemagne privée de la Silésie.

Conseil des cinq

Autre clause intéressant essentiellement la France : les questions de fixation de frontières ou de revision de traités antérieurs seront traitées désormais par un Conseil des ministres des Affaires étrangères des Cinq se réunissant périodiquement à Londres.

Une notion de hiérarchie favorisant les Trois subsiste toutefois. Le communiqué rappelle en effet que la clause de Yalta prévoyant la réunion des trois ministres des Affaires étrangères tient toujours.

Quant aux puissances autres que les cinq grandes, elles seront donc simplement consultées. On affirme à Londres que ceci n'a rien de dictatorial, et qu'ainsi sera maintenue l'unité de vues des grandes puissances, dont la nécessité a déjà fait admettre le principe du veto.

Dans les pays ex-satellites de l'Axe, les conditions seront peu à peu normalisées. La conférence a reconnu qu'il n'était pas possible de séparer rigidement les « bons » des « mauvais », d'où la préparation de plusieurs traités distincts, où non seulement les conditions, mais la procédure elle-même pourront varier selon les « mérites » des anciens délinquants.

En ce qui concerne le régime franquiste, l'impression tirée du texte tripartite est qu'il ne lui reste plus qu'à pourrir sur sa tige, et que même sa décomposition ne saurait plus maintenant beaucoup tarder.

Et l'Extrême-Orient ?

C'est seulement un paragraphe minuscule, en fin du gigantesque communiqué, qui mentionne, laconiquement, que certaines questions d'intérêt militaire communes furent également discutées. Ces trois lignes incolores contiennent-elles la promesse d'une intervention soviétique, hâtant la fin de la guerre en Extrême-Orient ?

En résumé, quelles que soient les réserves que peut faire la France sur la façon dont a été élaboré l'accord, sans consultation des puissances européennes intéressées, le fait capital est là : un plan de règlement des affaires européennes, et singulièrement allemandes, existe.

La suite sera une création continue qui, espérons-le, aboutira à une paix stable. L'essentiel c'est que, cette fois, les vainqueurs ne laissent pas grignoter leur victoire, et qu'ils ne rendent plus jamais, à leurs ennemis d'hier, les armes qu'ils tiennent aujourd'hui dans leurs mains.

L'essentiel aussi c'est que, de cette paix « dictée » par trois puissances fortes sorte un jour un mécanisme de véritable coopération internationale englobant « petits » et « grands ».

BOURSE DE PARIS DU 3 AOUT (clôture)

La fermeté domine dans tous les groupes, mais la reprise est particulièrement sensible sur les valeurs étrangères et sur les banques. Les rentes sont résistantes. Les transactions sont peu animées.

VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour
3 % perpétuel	100 10	100 05
5 % 1920	148 50	148 25
3 1/2 % Am. 1942	104 10	104 10
3 % Amort. 1942	99 40	99 50
3 % Amort. 1945	100 50	100 60
Créd. Nat. juin 1941	2095	2095
Créd. Nat. nov. 1942	120 of.	.....
Créd. Nat. déc. 1943	10320	10350
S.N.C.F. 4% 1941	1030	1045
Banque de France	23500	23500
Banque de l'Indochine	11100	11450
B.N.C.I.	950	975
Banque Paris-Pays-Bas	1415	1470
Banque Un. Parisienne	875	910
Comptoir d'Escompte	1470	1550
Crédit Commerc. Fr.	1200	1225
Crédit Industriel	1025	1048
Crédit Foncier	6850	6850
Crédit Lyonnais	1760	1840
Société Générale	.....	1660
Suez (action)	46000	48100
Métropolitain	1290	1280
Nord	1480	1490
Tram. Indoch. Ionis.	5050	.....
Lyonnaise des Eaux	1300	1350
C.P.D.E.	1360	1365
Energie Industrielle	3080	3110
Union d'Electricité	1390	1400
Elec. Ch. et Forc. Métr.	500	630
Gaz et Elect. (Réunis)	1212	1260
Gaz France et Etranger	718	725
Chant. Saint-Nazaire	1090	1150
Fives-Lille	1570	1610
Générale Electricité	1340	1287

VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour
Forges Nord-Est	1130	1200
Denain-Anzin	1826	1845
Peugeot	1050	1060
Schneider	2800	2805
Commentry	485	510
Lens	605	650
Le Nickel	2800	2860
Pennaroya	951	989
Fr. des Pétroles	2225	2380
Gafsa	3125	3200
Air Liquide	2400	2450
Usines	2725	2705
Kuhlmann	1815	1920
Péchiney	2225	2355
Rhône-Poulenc	2010	2640
Saint-Gobain	4625	4625
Chargeurs Réunis	2600	2551
Brass. Quilmès	22900	23000
Raffin Say	1030	1060
Poliet et Chausson	4650	4690
Etant. d'Hévéas	910	935
Afrique Occidentale	4450	4500
Canadian Pacific	1260	1290
Rio Tinto U.	4400	.....
Royal Dutch 101	14600	15000

MARCHE DES COURTIERS

Cambodge	1345	1335
Padang	1350	1400
De Beers	5225	5425
Shell Transport	1625	1675
Crowp Mines	3290	3375
Rand Mines	3225	3330

EN DEUX MOTS

— Pour protester contre le refus du ministre des Transports de leur accorder un relèvement de salaires, le personnel des tramways de Versailles fera une grève de vingt-quatre heures à partir d'aujourd'hui vendredi.

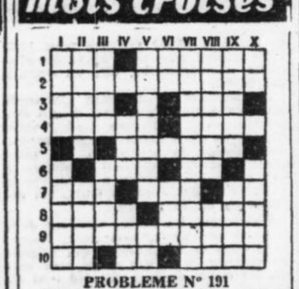
POUR LES PETITS PROPRIÉTAIRES

Les bailleurs dont les loyers n'ont pas été majorés à compter du 1er juillet peuvent obtenir une indemnité forfaitaire fixée par un arrêté du ministre des Finances, en date du 29 juillet dernier.

Le service de Documentation de *Paris-presse*

se tient à la disposition des intéressés pour leur donner toutes précisions utiles à ce sujet.

mots croisés



PROBLEME N° 191

HOR. : 1. On y boit en Suisse. Pressera. — 2. Pouvent se faire à sec. — 3. En gibelotte. Pareil. — 4. Ce qu'il faut faire pour réussir. Le messagère des dieux. — 5. Ses élèves étaient de haute classe. — 6. Toto, dans l'intimité. Le long de la rivière. — 7. Enleva. Coule en Amérique du Sud. Note. — 8. Mari de Bethsabée. Tombe des nues. — 9. Ensembles de travailleurs. — 10. Préposition, l'ronom. Crochet.

VERT. : I. Plats. Trempée même par temps sec. — II. Vieil instrument. Marque le superlatif. — III. En outre. Hors de quoi l'on est sans rivaux. — IV. Moi latin. Levant. — V. Répulsion. — Adverbe. — VI. Vin de Champagne. Poète athénien. — VII. Minutieuse. — VIII. Conseillère secrète. Cubes. — IX. Recommence la lecture. Raniment les évanouis. — X. Manilion. Accident.

Solution du problème N° 190

HOR. : 1. Conseiller. — 2. Rieur. Aéré. — 3. Isère. Pois. — 4. Mes. Pipes. — 5. Il. Cinna. — 6. Neisse. — Ets. Susdit. — 8. Glu. Ré. — 9. Sion. Rider. — 10. Choses.

VERT. : I. Criminels. — II. Oiselet. Té. — III. Nées. Iago. — IV. Sûr. C.S. (Charles Secrétan). L.P.C. (elle paissait). — V. Ere. Issu. — VI. Pneu. Ro. — VII. Lapin. Skis. — VIII. Léopard. Dé. — IX. Erié. Ires. — X. Ressauter.

Sport partout...

LES FRÈRES PELLIZZA
sérieux outsiders

Les deux demi-finales du double masculin disputées hier, furent de caractère très différent.

En effet, après avoir vu l'équipe Petra-Destremeau obligée à livrer une rude bataille pour vaincre l'association Boleili-H. Pellizza, on assista, toujours sur le central, à la facile victoire de la paire Cochet-F. Pellizza sur l'union Sanglier-Gremillet.

Cependant, il est à noter que Petra et Destremeau ne parurent pas bien en pleine possession de leurs moyens. Le grand Yvon sembla, comme la veille devant Sanglier, gêné par un rhume qui l'obligeait à tousser de temps en temps; pour sa part, Destremeau n'affirma pas complètement la régularité qui l'avait fait admirer en demi-finale du simple contre Boussus.

Il semble donc qu'on ait deux éléments d'appréciation en une des demi-finales du simple qui seront disputées cet après-midi.

Pour tout dire en peu de mots, Petra et Destremeau courront grand risque d'être battus aujourd'hui si, devant P. et H. Pellizza, dont on peut affirmer à coup sûr qu'ils sont en parfaite condition physique, ils ne font pas état de leur valeur athlétique aussi bien que de leur valeur technique.

Revenant aux rencontres d'hier, notons simplement que les demi-finales du double dames ne donnèrent lieu à aucune surprise et qu'on peut prévoir une très intéressante finale entre les équipes Mme Lafargue-Mme Fritz et Mme Mathieu-Mlle Brunnarius.

Mme Dodimme-Payot bat Mlle Wewers

La partie est très rapidement menée. Le jeu rapide et précis de Mme Dodimme-Payot est beaucoup trop fort pour Mlle Wewers. Par 6-0, 6-3, Mme Dodimme-Payot règle le compte de sa rivale.

Mme Lafargue bat Mme Seghers

Partie aussi rapidement expédiée que la précédente. Mme Lafargue surclasse en tout point sa rivale et la renvoie au vestiaire sur le score : 6-2, 6-0.

Ch. GONDOUIN.

Sigonney ne court plus... après son prix

A Roubaix, Sigonney avait brillamment enlevé le « 400 », réalisant la meilleure performance de la journée.

Le soir, à la distribution des prix, il était oublié. Navré, il attaque chacun de ses camarades en leur demandant si, par hasard, ce ne serait pas à lui qu'aurait été remise sa récompense. Finalement, au petit jour, il réupéra son bien non sans peine, ni sans avoir ré-

veillé de grand matin René Mourlon lui-même.

Depuis, il était de tradition de plaisanter le charmant Sigonney sur cette mésaventure. « Je vous retrouverai tous à Bordeaux », marmonnait-il en guise de réponse.

Et, en effet, non seulement il retrouva tout son monde à Bordeaux mais encore le laissa-t-il sur place.

Aujourd'hui Sigonney est sûr de pouvoir réaliser, d'ici peu, 48" aux 400 mètres. Demain, il approchera sans doute 1' 50" aux 800 mètres. Et il est d'ailleurs possible que, d'ici là fin de la saison, nous voyions Sigonney s'essayer sur cette distance.

J.-R. FONTAINE.

Joyce, Janazzo Wright, vainqueurs

NEW-YORK. — La boxe connaît une très grande vogue actuellement aux U.S.A. Cinq combats vedettes dans cinq salles différentes avaient lieu hier soir à New-York.

A Madison Square Garden, les deux « contenders » au titre des légers, le nègre Willy Joyce et Bobby Ruffin, se sont battus violemment pendant 12 rounds. Willy Joyce a été déclaré vainqueur aux points.

A Brooklyn, le challenger poids plume Chalky Wright a mis k.o. au 6e round Henry Jordan.

Le vétéran Louis Kid Cocoa a battu aux points en 10 rounds Joe Carter, de New-York.

Le champion poids moyen Izzy Janazzo a battu Tony Riccio en 10 rounds. Enfin, Tony Pellone a « descendu » Lulu Costantino au 10e round.

Mais tous les New-Yorkais se passionnent pour le prochain combat de la « terreur noire » Ray Robinson, qui va rencontrer Jack Lamotta.

Frédric SINCLAIR.

Maurice Gambier est mort

BORDEAUX. — Le célèbre lutteur Maurice Gambier, qui fut champion du monde des poids légers, vainqueur de Youssouf et rival de Pitalinski, qui était considéré comme le maître de l'école bordelaise, est mort, hier, à l'âge de 70 ans.

Rien que des filles !

Jean Dauger, le rugbyman français n° 1, baptise, ces jours-ci sa troisième fille.

L'Aviron Bayonnais semble, depuis quelque temps, voué aux enfants du sexe féminin. Arotza n'a-t-il pas deux filles, Celhay deux également, Elissalde une...

La section féminine de l'Aviron sera prospère dans... 15 ans.

L'AVIRON BAYONNAIS et Jean Dauger

(De notre envoyé spécial Gaston BENAC)

BAYONNE. — Lorsqu'en dehors du pays basque, à Paris surtout, vous parlez à un sportif du rugby à Bayonne, on vous répond immédiatement : « Ah ! oui... le fameux Aviron Bayonnais ! » Sur les bords de l'Adour, il n'en est pas tout à fait de même. L'Aviron Bayonnais est beaucoup, il n'est pas tout.

Comme tous les puissants, l'Aviron Bayonnais est très jalousé ; dans le pays basque surtout, on ne lui pardonne pas d'avoir capté toutes les faveurs des foules extérieures et cela depuis des années, grâce à des amis de la première heure, des admirateurs séduits par sa manière élégante.

— L'Aviron Bayonnais, s'il reste un grand nom, a perdu beaucoup de son esprit, m'a-t-on dit en Pyrénées, en Armagnac-Bigorre. Autrefois, il savait perdre : il ne le sait plus maintenant. Il se repose en entier sur l'aide de la Fédération, car, chacun le sait, il reste le « chouchou » de la rue des Petits-Champs...

D'autres surenchérissent :

— M. Eluère est président de la Fédération et président aussi dans la coulisse, tout au moins de l'Aviron Bayonnais.

LE PROBLEME DAUGER

Enfin, la question Dauger intervient :

— Qu'est devenu le fameux esprit amateur de l'Aviron Bayonnais ? Interrogez, et vous connaîtrez à fond le cas Jean Dauger, l'histoire des 100.000 francs, les mensualités, etc...

C'est là le grand dada des adversaires de l'Aviron Bayonnais. Jean Dauger, véritable phénomène du rugby, le meilleur trois-quart centre de France, de tous jours peut-être, semble être devenu le bouc émissaire de toutes les critiques adressées au grand club basque. Il reste l'homme le plus visé du Sud-Ouest sur le terrain et... en dehors du terrain.

Dauger, aussi charmant garçon que merveilleux athlète, semble s'en soucier fort peu d'ailleurs ; il accueille devant son bar du Club des Clubs ses amis avec un vral

Jean Dauger

sourire, non commercial.

Deux choses seulement le chagrinent quelque peu : son genou et... les matches internationaux. Après son accident, Jean Dauger s'est fait soigner par un spécialiste, à Paris; son genou tient, mais pourra-t-il résister à un effort violent, à une chute trop dure ? On l'espère, sur les bords de l'Adour, tandis que son ami Junquas émet quelques craintes...

Et puis, Dauger a été ému par l'annonce venue de Londres que les anciens joueurs à 13 ne pourraient participer aux matches internationaux réguliers de la reprise. Mais d'ici là...

Sur les bords de l'Océan, on reproche aussi à l'Aviron une direction unique trop... autoritaire et exclusive en rugby, l'éloignement des anciens internationaux qui firent la gloire du club, l'oubli de trop de choses intimement liées à la tradition, enfin le refus d'une fusion bayonnaise désirée par beaucoup.

Le pelotari Boudon, le meilleur avant au petit chistera, récent vainqueur d'Urruty, reprendra sa place dans la ligne d'avants, tandis que Celhay, qui fournit au centre une fin de saison sensationnelle, « remetira ça », dans un mois ainsi que le sauteur Petriacq et de nombreux prisonniers de retour de captivité. A l'ouverture, un jeune au talent certain.

Une fois de plus, les Basques au maillot bleu ciel et blanc présenteront, l'an prochain, une belle équipe pratiquant le jeu attendu...

"Nous pensons aux rencontres franco-britanniques..."
assure M. Daniell, président de la Rugby Union

LONDRES. — A la suite d'un message de M. Alfred Eluère, président de la F.F.Rugby, à un journaliste anglais sur la reprise des relations entre le rugby français et le rugby britannique, le président de la Rugby-Union, M. John Daniell, ancien international de 1900 à 1904, a fait une déclaration dans laquelle il exprime son grand plaisir du rapprochement entre les deux fédérations.

M. Daniell souligne que des matches internationaux ne peuvent être joués tant que dure la guerre contre le Japon. C'est là la seule et unique raison pour l'interdiction à des équipes civile anglaises de jouer en France.

— Il nous manque tout simplement les joueurs, constate M. Daniell, qui ajoute : « Il faut que nous fassions tout notre possible pour renouer l'amitié avec le rugby français, et la France peut être assurée que nous reprendrons les rencontres internationales avec elle dès que nous pourrons. »

PUJAZON ne pourrait courir France-Suisse

Raphaël Pujazon est allé hier faire examiner sa jambe par son masseur habituel, M. Straboni :

— Notre ami Raphaël a la jambe en bien mauvais état ! nous dit ce matin ce dernier. Son démarrage dans le 1.500 du samedi a provoqué une rupture de tendons qui s'est compliquée d'une grosse intoxication aggravée par des massages alors qu'il eût dû limiter ses soins à des compresses chaudes. Je le soignerai demain et lundi mais je ne crois pas qu'il soit en état de reprendre l'entraînement avant une dizaine de jours au moins...

— Vous ne croyez donc pas qu'il soit en état de courir France-Suisse le 12 ?

— Oh ! certainement pas. Il ne serait pas complètement remis.

Pujazon devra donc céder sa place au remplaçant Rambaudi, Breistoffer étant déjà titulaire.

Le rassemblement des rameurs français

Toutes les sociétés d'aviron de France participeront demain et dimanche aux championnate de France dans le bassin d'Asnières-Courbevoie.

Il y aura 13 courses réunissant 353 rameurs et barreurs.

22 éliminatoires seront disputées demain après-midi. Les demi-finales auront lieu dimanche matin, les 13 finales l'après-midi.

Le record des engagés est détenu par le huit, qui réunira 13 équipes, soit 117 rameurs et barreurs.

Giriat s'efface devant Séphériadès en skiff. Mais ils seront associés en double-scull.

Parmi les barreurs on retrouvera les vétérans Vandernotte et Detton (70 et 80 ans).

Strasbourg reparaît, et il est à noter que plusieurs équipes de province sont venues à Paris à leurs frais notamment les deux clubs de Bayonne.

LEMOINE au Gala de Paris

Demain, au Parc des Princes, de 15 à 20 heures, au cours du Gala de Paris, les sportifs seront de la fête. En demi-fond, Lemoine, Lamboley, Minardi, Louviot, Frosio, G. Sérès se rencontreront sur 30 km. derrière grosses motos ; une course de vitesse opposera Mmes Lucette Lauk, Eliane Bonnot, Lysette Pellon, Madeleine Chapuis, Maudire, Baby Vevert en 2 séries et une finale. Enfin, les belles motocyclistes Meynier, Borghotti, Thurau, Peraldi feront frissonner les spectateurs.

Oubron a rendu visite à H. Faucheux

Le jeune cyclo-crossman Henri Faucheux, poignardé au-dessous de l'estomac par un individu ivre alors qu'il sortait d'un cinéma a reçu, à l'hôpital Saint-Antoine, la visite de son ami Robert Oubron.

Henri Faucheux, dont l'état est moins grave qu'on ne le pensait, conserve un bon moral.

Overton qui égale un record courait les « Nations »

LONDRES. — Arthur Overton vient d'égaler le record établi en course contre la montre du professionnel Cyril Hepplestone pour les 12 heures. La distance parcourue était